



RÉGION ACADÉMIQUE
BOURGOGNE-
FRANCHE-COMTÉ

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale académique de l'immobilier

Version n° 2 du 27/02/2025

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

ACCORD-CADRE DE TRAVAUX

Rénovation et l'entretien des façades du Campus Canopé

Région Académique Bourgogne-Franche-Comté

Direction régionale académique de l'immobilier

2G, rue Général Delaborde, 21000 DIJON

TABLE DES MATIÈRES

1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES DU CONTRAT	p.3
1.1 Objet du contrat	
1.2 Type d'accord-cadre	
1.3 Conditions d'attribution des bons de commande	
1.4 Modifications du contrat	
1.5 Développement durable	
2. DURÉE DU MARCHÉ	p.3
3. MONTANT DU MARCHÉ	p.3
4. AVANCE	p.3
5. CONDITIONS D'EXÉCUTION	p.4
6. PÉNALITÉS DE RETARD	p.4
7. MODALITÉS DE PAIEMENT	p.4
8. ASSURANCES ET GARANTIES	p.5
9. RÉVISION DES PRIX	p.5
10. RÉSILIATION DU MARCHÉ	p.5
11. OBLIGATIONS RÉGLEMENTAIRES	p.6
12. DOCUMENTS CONTRACTUELS	p.6
13. LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULÉ.....	p.6
14. DISPOSITIONS FINALES	p.7
15. PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES	p.7
16. DROIT APPLICABLE ET RÈGLEMENT DES LITIGES	p.7

ARTICLE 1 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES DU CONTRAT

1.1 - Objet du contrat Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent les travaux de rénovation et d'entretien des façades du Campus Canopé, situé à **3 Avenue Alain Savary, 21000 Dijon**, sous la gestion de **la Région Académique Bourgogne-Franche-Comté Direction régionale académique de l'immobilier**. Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations et est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

1.2 - Type d'accord-cadre L'accord-cadre avec minimum et maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

1.3 - Conditions d'attribution des bons de commande Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur via la plateforme PLACE et devront comporter les mentions suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire.
- La date et le numéro du marché.
- La nature et la description des travaux à réaliser.
- Le lieu d'exécution des travaux.
- Le montant du bon de commande.
- Les délais d'exécution (date de début et de fin).

1.4 - Modifications du contrat En application des articles R.2194-2 à 9 du Code de la Commande Publique, des modifications pourront être apportées au contrat par l'acheteur par ordre de service ou avenant.

1.5 - Développement durable Les prestations doivent respecter les prescriptions environnementales définies dans la charte environnementale annexée au CCAP, notamment pour la gestion des déchets et l'optimisation énergétique des travaux.

ARTICLE 2 : DURÉE DU MARCHÉ

Le marché est conclu pour une durée initiale de **1 an**. Il est **reconductible expressément trois fois**, soit une durée maximale de **4 ans**. Une reconduction tacite ne sera pas appliquée.

ARTICLE 3 : MONTANT DU MARCHÉ

Le montant maximum autorisé est porté à **300 000 € TTC** sur la durée totale du marché.

ARTICLE 4 : AVANCE

Conformément aux **articles R.2191-3 à R.2191-12 du Code de la commande publique**, une **avance obligatoire de 30 % du montant initial TTC** est versée à l'entreprise titulaire dès la notification du bon de commande.

- **L'avance est versée dans un délai de 30 jours** suivant la notification du bon de commande.
- **Aucun remboursement de l'avance ne sera exigé avant la réception des travaux**, dès lors que la durée d'exécution est inférieure ou égale à **2 mois**.
- Le solde restant du marché sera réglé en une seule fois à la réception des travaux, après validation du **procès-verbal de réception** et émission de la facture finale.

ARTICLE 5 : CONDITIONS D'EXÉCUTION

Les travaux seront réalisés en **quatre interventions successives**, conformément au planning prévisionnel validé par le maître d'ouvrage.

L'entreprise titulaire s'engage à :

- Respect des **normes en vigueur** et validation du **planning prévisionnel**.
- Obligation de **protection des espaces publics et des riverains** durant l'exécution des travaux.
- Engagement à réduire l'impact environnemental conformément aux directives en vigueur.
- Obligation d'adopter des mesures de sécurité spécifiques pour les travailleurs conformément aux articles R.4534-1 et suivants du Code du Travail.

Le titulaire du marché devra participer aux réunions de chantier régulières organisées par le maître d'ouvrage et/ou la maîtrise d'œuvre. Ces réunions, estimées à 20 sur la durée du marché, comprennent la préparation, la présence sur site, ainsi que la rédaction des comptes rendus. Le coût de ces réunions est intégré dans le BPU et le DPGF.

ARTICLE 6 : PÉNALITÉS DE RETARD

1. Retard dans l'exécution des travaux

En cas de retard dans l'exécution des travaux, une pénalité de 200 € par jour de retard sera appliquée. Ces pénalités sont conformes à l'article R.2192-10 du Code de la commande publique.

2. Retard dans la remise du DOE

Le titulaire du marché s'engage à fournir le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) dans un délai de 15 jours calendaires après la réception des travaux.

Tout retard dans la remise du DOE entraînera une pénalité de 100 € par jour de retard, jusqu'à un maximum de 30 jours après la réception des travaux. Passé ce délai, l'acheteur pourra faire établir le DOE par un tiers aux frais du titulaire.

3. Absence aux réunions de chantier

La présence du titulaire (ou d'un représentant habilité) aux réunions de chantier planifiées est obligatoire. En cas d'absence non justifiée à une réunion de chantier, une pénalité de 150 € par absence sera appliquée.

ARTICLE 7 : MODALITÉS DE PAIEMENT

- **Délai de paiement** : 30 jours après réception de la facture et du procès-verbal de réception des travaux.
- **Acomptes possibles** en fonction de l'avancement des travaux.
- **Pas de retenue de garantie.**
- Paiements effectués conformément aux articles **L.2191-1 et suivants du Code de la commande publique**.
- **Dépôt des factures** : Les factures doivent être déposées exclusivement via le portail de facturation Chorus Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Identifiants de facturation :

- **Destinataire État** : SIRET **11000201100044**
- **Service (Code SE)** : **FAC0000021**
- Toute facture envoyée en dehors de Chorus Pro sera automatiquement rejetée.

- La date de réception de la demande de paiement est celle de la notification électronique confirmant la mise à disposition de la facture sur Chorus Pro.

Mémo de dépôt des factures via Chorus Pro :

1. **Créer un compte** sur Chorus Pro si ce n'est pas encore fait.
2. **Se connecter** à l'interface et sélectionner "Émettre une facture".
3. **Renseigner le destinataire** avec le SIRET **11000201100044** et le **Code Service FAC0000021**.
4. **Joindre les justificatifs** nécessaires (facture et procès-verbal de réception des travaux).
5. **Valider et envoyer** la facture.
6. **Suivre l'état de la facture** dans l'onglet "Suivi des paiements".

ARTICLE 8 : ASSURANCES ET GARANTIES

Le titulaire du marché devra souscrire :

- Une **assurance responsabilité civile et décennale** couvrant l'ensemble des travaux réalisés.
- Une **garantie de parfait achèvement** d'une durée de **1 an** après la réception des travaux.
- Une **garantie biennale et décennale** pour les ouvrages concernés.

Les justificatifs d'assurance devront être fournis avant le démarrage des travaux, conformément à l'article **R.243-3 du Code des assurances**.

ARTICLE 9 : RÉVISIONS DES PRIX

Les prix du marché sont **révisibles annuellement**, à la date anniversaire de la notification du marché, selon l'évolution de l'**indice BT42 – Travaux de restauration de pierre et marbrerie**, publié par l'INSEE.

La formule de révision des prix est la suivante :

$$P = P_0 \times (\text{Index de référence} / \text{Index 0})$$

- **P** = Prix révisé
- **P₀** = Prix initial contractuel
- **Index 0** = Indice BT42 à la date de la notification
- **Index de référence** = Indice BT42 à la date de la facture

L'indexation sera effectuée sur le dernier indice publié par l'INSEE à la date de la facturation

ARTICLE 10 : RÉSILIATION DU MARCHÉ

- Résiliation possible en cas de manquement grave après mise en demeure.
- Possibilité pour le pouvoir adjudicateur d'exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire.
- Application des articles L.2195-1 et suivants du Code de la commande publique pour toute résiliation anticipée.

ARTICLE 11 : OBLIGATIONS RÉGLEMENTAIRES

Le marché est soumis aux règles de la commande publique, notamment :

- Au **Code de la Commande Publique**
- À l'**obligation de mise en concurrence adaptée**
- Au **respect des réglementations en vigueur en matière de sécurité et de travaux publics**
- À la réglementation sur la gestion des déchets de chantier.
- Respect des exigences du développement durable conformément aux articles L.2111-1 et suivants du Code de la commande publique.

ARTICLE 12 : DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les pièces constitutives du marché, par ordre de priorité, sont :

1. L'Acte d'Engagement (AE)
2. Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
3. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
4. Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU)
5. La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)
6. Le Planning prévisionnel des travaux

ARTICLE 13 : LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULÉ

1. Obligations du titulaire

Le titulaire du marché s'engage à respecter les obligations légales et réglementaires en matière de **travail dissimulé**, conformément aux **articles L.8221-1 à L.8221-5 du Code du travail**. À ce titre, il devra :

- S'assurer que tous les salariés affectés à l'exécution du marché disposent d'un **contrat de travail en règle** et sont déclarés auprès des organismes sociaux compétents.
- Se conformer aux obligations en matière de **détachement de travailleurs** pour les entreprises étrangères opérant en France.
- Fournir les attestations et documents demandés par le maître d'ouvrage ou l'acheteur public afin de prouver le respect de ces obligations.

2. Vérification et contrôle

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'exiger, à tout moment, la communication des documents suivants, conformément aux **articles L.1262-4 et D.8222-5 du Code du travail** :

- Une attestation de vigilance délivrée par l'**URSSAF**, datant de moins de **6 mois**, prouvant la régularité de la situation sociale de l'entreprise.
- Un extrait Kbis ou toute preuve d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés (RCS) ou au répertoire des métiers (RM).
- Une attestation sur l'honneur du respect des obligations légales en matière de déclaration des salariés.

3. Sanctions en cas de manquement

En cas de manquement avéré du titulaire aux obligations en matière de lutte contre le **travail dissimulé**, le pouvoir adjudicateur pourra appliquer les sanctions suivantes :

- **Suspension du marché** jusqu'à régularisation de la situation.
- **Résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire**, sans indemnité, conformément aux **articles L.2195-1 et R.2195-3 du Code de la commande publique**.

- **Transmission du dossier aux autorités compétentes (DIRECCTE, URSSAF, procureur de la République)**, pouvant entraîner des sanctions pénales et financières.

ARTICLE 14 : DISPOSITIONS FINALES

Toute modification au présent marché devra faire l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

ARTICLE 15 : PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

- Respect des réglementations RGPD.
- Protection des données échangées dans le cadre du marché.
- Respect des articles L.1111-8 et suivants du Code de la commande publique concernant la gestion des données sensibles.

ARTICLE 16 : DROIT APPLICABLE ET RÈGLEMENT DES LITIGES

- Seul le Tribunal Administratif de Dijon est compétent en cas de litige.
- Langue officielle des documents : **Français**.
- Règlement des différends selon les articles R.2197-1 et suivants du Code de la commande publique.